

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Les présidences de la COP16 et de la COP17 unissent leurs forces afin d'accélérer l'action mondiale en faveur des terres et de la résilience à la sécheresse

Un événement conjoint de haut niveau à New York souligne l'urgence d'investir, de créer des partenariats et d'impliquer le secteur privé dans la restauration des terres et la résilience à la sécheresse

New York, le 25 septembre 2025 – Les présidences de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) – COP16 (Royaume d'Arabie saoudite) et COP17 (Mongolie) – ont uni leurs forces aujourd'hui pour maintenir l'élan politique et l'engagement financier en faveur de la restauration mondiale des terres et de la résilience à la sécheresse. L'événement conjoint de haut niveau, organisé en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, a réuni des dirigeants, ministres, organisations internationales et partenaires du secteur privé.

La dégradation des terres affecte déjà jusqu'à 40 % des terres mondiales, compromettant la sécurité alimentaire et hydrique ainsi que les moyens de subsistance de près de la moitié de l'humanité. Le principal moteur de cette dégradation est l'insoutenabilité des systèmes alimentaires, responsables de la majorité de la déforestation et de la perte de biodiversité à l'échelle mondiale. Les sécheresses – en hausse de près d'un tiers depuis 2000 – frappent plus durement et plus fréquemment partout dans le monde. Peu de phénomènes entraînent autant de pertes humaines, de dommages économiques ou d'impacts transversaux sur les sociétés que la sécheresse, qui cause désormais plus de 307 milliards de dollars US de pertes chaque année. Si les tendances se confirment, trois personnes sur quatre dans le monde seront touchées d'ici 2050, avec un impact particulièrement lourd sur les pays en développement.

Pourtant, les contributions du secteur privé ne représentent aujourd'hui que 6 % du financement mondial dans ce domaine. Comblar ce déficit est essentiel pour transformer les engagements politiques en résultats concrets sur le terrain.

Lors de la COP16 à Riyad en 2024, les pays se sont mobilisés autour d'une nouvelle vision de la résilience, lançant le Partenariat mondial de Riyad pour la résilience face à la sécheresse et mobilisant plus de 12 milliards de dollars US en promesses de financement.

La COP17, prévue à Oulan-Bator en 2026, coïncidera avec l'*Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux* (AIAP), mettant en lumière des écosystèmes qui assurent la subsistance de centaines de millions de personnes et sont essentiels à la stabilité climatique. Les parcours couvrent plus de la moitié de la surface terrestre, soutiennent directement les moyens de subsistance de 500 millions de personnes et fournissent un sixième des besoins nutritionnels mondiaux.

Les présidences de la COP16 et de la COP17 ont souligné l'importance de la continuité, de la solidarité et de l'ambition.

S. E. M. Osama Fageeha,

vice-

ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture du Royaume d'Arabie saoudite, Présidence de la COP16 de la CNULCD, a déclaré :

« À la COP16 de Riyad, les pays se sont rassemblés pour lancer une nouvelle vision de la gestion durable des terres et pour mobiliser des engagements sans précédent contre la désertification. Aujourd'hui, nous nous appuyons sur cet élan, travaillant main dans la main avec la Mongolie, la CNULCD et des partenaires du monde entier pour que ces promesses se traduisent en actions protégeant les populations, les économies et les écosystèmes face aux impacts croissants de la dégradation des terres et de la sécheresse. »

Dans le même esprit, **S.E. Battsetseg Batmunkh**, ministre des Affaires étrangères de Mongolie, a souligné :

« Cette rencontre est notre tentative de bâtir un pont – un pont reliant notre ambition commune d'accélérer l'action mondiale contre la désertification, la dégradation des terres, la restauration des terres et la résilience à la sécheresse. En tant qu'hôte de la COP17, et en tant que nation dotée d'un savoir millénaire de vie en harmonie avec la nature, la Mongolie valorise des pratiques qui renforcent la productivité tout en préservant les écosystèmes. »

Elle a mis en avant le rôle central de la Mongolie dans l'agriculture régénérative, les systèmes de pâturage durable, les solutions fondées sur la nature et la préservation de la santé des sols..

Pour l'avenir, la ministre Battsetseg a insisté sur l'urgence de repenser les modèles de financement : « Les instruments d'investissement traditionnels ne sont plus suffisants », a-t-elle affirmé. « Nous avons besoin d'outils financiers axés sur les résultats, capables de récompenser des progrès tangibles - qu'il s'agisse de parcours restaurés, d'une meilleure rétention de l'eau ou d'une réduction des pertes liées à la sécheresse.

La rencontre de New York a ainsi insisté sur l'importance de mobiliser davantage de financements et de partenariats, afin d'accélérer les solutions pour la résilience à la sécheresse et le soutien aux communautés pastorales. Le secteur privé est un partenaire essentiel dans notre parcours vers la résilience face à la sécheresse, en apportant des investissements, de l'innovation et la capacité de mise à l'échelle.

Au nom du Secrétariat de la CNULCD, **Andrea Meza, Secrétaire exécutive adjointe**, a souligné le rôle central de la restauration des terres et de la résilience :

« La restauration des terres et la résilience face à la sécheresse ne sont pas seulement des impératifs environnementaux ; ce sont les piliers de la paix, de la prospérité et du développement durable. Restaurer les parcours, les savanes et les terres agricoles renforce la sécurité alimentaire et hydrique. Cela crée des emplois, soutient les pasteurs et les agriculteurs et apporte espoir et dignité aux communautés en première ligne du changement climatique. Avec le leadership des présidences de la COP16 et de la COP17, du Royaume d'Arabie saoudite et de la Mongolie, et avec l'engagement du secteur privé, nous avons une occasion unique de développer des solutions qui protègent nos terres, notre climat et notre avenir. »

Les participants ont également présenté des mécanismes de financement innovants tels que la *Drought Resilience Investment Facility* (DRIF), ainsi que des modèles de financement mixte, des instruments d'assurance et des projets bancables. Les institutions financières internationales, les banques de développement et le secteur privé ont proposé des solutions concrètes pour la restauration des terres et le

renforcement des

économies

locales. Le DRIF, élaboré en partenariat avec le Luxembourg, vise à mobiliser les investissements du secteur privé en faveur de la résilience face à la sécheresse.

Dans son discours, **André Hoffmann**, coprésident par intérim du Forum économique mondial, a souligné l'urgence d'une collaboration mondiale :

« La nature n'est pas une ressource parmi d'autres – elle est le fondement de toute prospérité. Les sécheresses et la dégradation des terres nous rappellent brutalement que nous avons dépassé les limites de ce capital naturel. La voie à suivre est une nouvelle nature des affaires : une économie où gouvernements, entreprises et citoyens unissent leurs forces pour restaurer les terres, protéger l'eau et bâtir une résilience durable. Ce n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi une condition préalable à la stabilité économique et sociale. »

En clôture de l'événement, les dirigeants ont réaffirmé que faire progresser la restauration des terres et la résilience à la sécheresse est une priorité mondiale – essentielle pour assurer la sécurité alimentaire et hydrique, renforcer les économies locales et protéger le climat pour les générations à venir.

-FIN-

Pour toute demande des médias, veuillez contacter : press@unccd.int

À propos de la CNULCD

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) incarne la vision et la voix mondiales pour la gestion des terres. Elle rassemble gouvernements, scientifiques, décideurs, secteur privé et communautés autour d'une vision commune et d'une action globale pour restaurer et gérer durablement les terres de la planète, au bénéfice de l'humanité et de l'environnement. Bien plus qu'un traité international signé par 197 Parties, la CNULCD constitue un engagement multilatéral visant à atténuer les effets de la dégradation des terres aujourd'hui et promouvoir une gestion durable des terres demain. Son objectif : garantir à tous, l'accès équitable à la nourriture, à l'eau, à un habitat et à des opportunités économiques, dans un esprit d'inclusion et de justice sociale.